

Questions diverses déposées pour le CSA académique du 07 avril 2026

1. Prime REP/REP+ des AESH et des AED

Nous sommes saisis par des personnels qui ne reçoivent pas de réponses aux demandes et dossiers déposés par leurs soins pour faire valoir la rétroactivité, bien au-delà du délai des deux mois.

Quel est l'état du traitement de ces demandes, des difficultés rencontrées le cas échéant, le délai avant réponse ou encore l'effectivité des premières mises en paiement ?

2. Dispositions de rupture conventionnelle dans notre académie

L'article 173 de la loi de finances pour 2026 modifie le code général de la fonction publique en pérennisant la rupture conventionnelle.

La loi de finances ayant passé l'étape de la validation au conseil constitutionnel sans que cette disposition ne soit rejetée, nous réitérons les questions déposées lors du précédent CSA académique. *Quelles dispositions sont prévues ? Une circulaire de campagne académique est-elle prévue ? Une ligne budgétaire ?*

3. Mise en place d'un comité de suivi de la réforme de la formation initiale

À la demande de notre fédération, la réforme de la formation initiale des enseignants prévoit la constitution d'un comité de suivi de la réforme au niveau national mais également des déclinaisons locales, comités de suivi académiques ou de régions académiques.

Il nous a été indiqué que recteurs et rectrices sont chargés de les constituer en lien avec les présidences d'université et les réunir au plus tard en juin. Il est prévu des de l'enseignement scolaire et universitaire, conforme au paysage syndical du périmètre académique ou de région académique.

Quel périmètre, composition, calendrier sont envisagés dans l'académie de Versailles et/ou la région académique ? Comment nos organisations seront-elles associées pour le CSA académique et pour les CSAE des universités ?

4. Octroi de temps partiels, décisions à l'arbitrage

Nous sommes informés de situation où les décisions d'octroi de temps partiel sur autorisation, dont retraites progressives, sont en attente d'arbitrage.

Sous quels délais, quels sont les critères retenus ?

5. Médecine de prévention pour les personnels

Il n'est pas besoin d'exposer longuement la situation critique et de fait dérogatoire de la médecine de prévention des personnels dans notre académie et partout.

Pour faire face au manque criant de médecins de prévention quelles pistes concrètes sont envisagées notamment en lien avec la médecine de ville ?

6. Professeurs des écoles en reclassement

Nous faisons suite à la question diverse posée lors du CSA du 28 janvier dernier. Nous sommes de nouveau alertés sur des situations problématiques dans plusieurs départements quant personnels professeurs des écoles en reclassement.

Si la position de reclassement n'a jamais eu ni vocation ni réglementation à se poursuivre sur une longue durée, nous demandons davantage de vigilance, de progressivité et d'attention portée aux situations tant des personnes que des services.

Quelles dispositions sont prévues notamment à l'approche de la RS 2026 ?

7. Missions et rémunération des psy-EN

Jusqu'à présent, il n'y avait pas de psyEN dans les groupes de paroles élèves en cas de situation de crise dans un établissement. Depuis peu des psyEN volontaires y sont intégrés mais sur leur temps de travail alors que les psyEN du C2A2E sont payés en heures supplémentaires (hors temps de travail) en cas de demande.

Pourquoi cette différence de traitement, dans un contexte d'accroissement des missions et de la charge de travail ?